

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C – 2013/14012]

21 DECEMBRE 2012. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 27 mars 2007 portant organisation des examens et fixation des rétributions pour les attestations de qualification en navigation rhénane et intérieure

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal qui est soumis à la signature de Votre Majesté a pour objectifs d'augmenter le montant des rétributions pour les attestations de qualification en navigation rhénane et intérieure compte tenu non seulement de l'évolution de l'indice des prix à la consommation entre 2007 et 2012 mais aussi de la hausse des coûts survenue dans l'intervalle pour la délivrance de certains documents et de prévoir un système d'adaptation annuelle automatique des rétributions.

Il vise également à intégrer quelques nouvelles opérations et à fixer le tarif des rétributions y afférentes dans le cadre de l'application en Belgique de la réglementation internationale.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1^{er}

Le premier article vise à adapter l'énumération des documents dont la délivrance est soumise à la réussite d'un examen aux modifications intervenues dans la réglementation internationale. Ces modifications figurent dans l'arrêté royal du 31 juillet 2009 relatif au transport des marchandises dangereuses par voie navigable et dans l'arrêté royal du 30 novembre 2011 portant approbation de la résolution 2010-I-8 du 2 juin 2010 de la Commission centrale pour la Navigation du Rhin adoptant le Règlement relatif au Personnel de la Navigation sur le Rhin. Ces arrêtés constituent donc la base juridique de l'arrêté modificatif, les anciennes réglementations ayant été abrogées.

Article 2

Cet article n'appelle pas de commentaire particulier.

Article 3

Les termes de l'énumération ont été modifiés afin de les regrouper de manière logique et de faciliter la référence aux documents concernés par des prolongations ou des duplicata. Le risque d'insécurité est inexistant dans la mesure où la totalité de l'article 12 de l'arrêté royal du 27 mars 2007 est remplacée et où il n'est fait aucune référence à cet arrêté royal dans d'autres textes.

AVIS REQUIS

Comme prescrit, les gouvernements de région ont été associés à l'élaboration du projet d'arrêté royal. Par ailleurs, le projet a été soumis pour avis à l'Inspecteur des Finances et au Conseil d'Etat et a recueilli l'accord du Ministre du Budget.

Quant à l'évaluation d'incidence dans le cadre de la politique fédérale de développement durable (test EIDD), elle n'est pas requise s'agissant d'un arrêté royal tombant dans une catégorie de dispense.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et fidèles serviteurs,

La Vice-Première Ministre et Ministre de l'Intérieur,
Mme J. MILQUET

Le Secrétaire d'Etat à la Mobilité,
M. WATHELET

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C – 2013/14012]

21 DECEMBER 2012. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 maart 2007 houdende de organisatie van de examens en de vaststelling van de retributies voor de bekwaamheidsbewijzen in Rijn- en binnenvaart

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat aan uwe Majesteit ter ondertekening wordt voorgelegd strekt ertoe het bedrag van de retributies voor de bekwaamheidsbewijzen in Rijn- en binnenvaart te verhogen rekening houdende, niet alleen met de evolutie van de index van de consumptieprijzen tussen 2007 en 2012 maar ook met de stijging van de kosten die de aflevering van sommige documenten met zich meebrengen en te voorzien in een automatische jaarlijkse aanpassing van de retributies.

Het heeft ook tot doel enkele nieuwe verrichtingen ter uitvoering van de internationale reglementering in België in te voeren en de daarvoor verschuldigde retributies vast te stellen.

ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Artikel 1

Het eerste artikel strekt ertoe de opsomming van de documenten waarvan de afgifte aan het slagen voor een examen onderworpen is, aan te passen aan de wijzigingen die in de internationale reglementering tot stand gekomen zijn. Deze wijzigingen komen voor in het koninklijk besluit van 31 juli 2009 betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen over de binnenwateren en in het koninklijk besluit van 30 november 2011 houdende goedkeuring van het besluit 2010-I-8 van 2 juni 2010 van de Centrale Commissie voor de Rijnvaart dat het Reglement betreffende het Scheepvaartpersoneel op de Rijn aanneemt. Deze besluiten vormen dus de rechtsgrond van het wijzigend besluit, de vroegere reglementeringen zijn opgeheven.

Artikel 2

Dit artikel vergt geen verdere toelichting.

Artikel 3

De termen van de opsomming zijn gewijzigd om ze op een logische wijze samen te voegen en om de verwijzing naar de documenten waarvoor verlengingen of duplicaten afgeleverd worden, te vereenvoudigen. Het risico van onzekerheid is onbestaande gezien artikel 12 van het koninklijk besluit van 27 maart 2007 volledig vervangen wordt en er in andere teksten geen enkele verwijzing naar dit besluit voorkomt.

VEREISTE ADVIEZEN

Zoals voorgeschreven werden de gewestregeringen betrokken bij de opstelling van het ontwerp koninklijk besluit. Bovendien werd het ontwerp ook voor advies voorgelegd aan de Inspecteur van Financiën en aan de Raad van State en heeft het de akkoordbevinding van de Minister van Begroting bekomen.

Wat de effectbeoordeling betreft in het kader van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling (DOEB-procedure), is deze niet nodig aangezien het over een koninklijk besluit gaat dat onder een vrijstellingscategorie valt.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en getrouwe dienaars,

De Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken,
Mevr. J. MILQUET

De Staatssecretaris voor Mobiliteit,
M. WATHELET

Conseil d'Etat
section de législation
avis 52.048/4 du 15 octobre 2012

sur un projet d'arrêté royal « modifiant l'arrêté royal du 27 mars 2007 portant organisation des examens et fixation des rétributions pour les attestations de qualification en navigation rhénane et intérieure »

Le 17 septembre 2012, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Secrétaire d'Etat à la Mobilité, adjoint à la Ministre de l'Intérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « modifiant l'arrêté royal du 27 mars 2007 portant organisation des examens et fixation des rétributions pour les attestations de qualification en navigation rhénane et intérieure ».

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 15 octobre 2012. La chambre était composée de Pierre Liénardy, président de chambre, Jacques Jaumotte et Martine Baguet, conseillers d'Etat, Yves De Cordt et Christian Behrendt, assesseurs, et Colette Gigot, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves Chaufourreaux, auditeur.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 15 octobre 2012.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Préambule

1. L'arrêté royal du 31 juillet 2009 « relatif au transport des marchandises dangereuses par voie de navigation intérieure » de même que l'arrêté royal du 30 novembre 2011 « portant approbation de la résolution 2010-I-8 du 2 juin 2010 de la Commission centrale pour la Navigation du Rhin adoptant le Règlement relatif au Personnel de la Navigation sur le Rhin et des Résolutions 2010-II-3 et 2010-II-5 des 9 et 10 décembre 2010 de la Commission centrale pour la Navigation du Rhin modifiant ledit Règlement » ne constituent pas le fondement juridique de l'arrêté en projet. Ils ne sont pas non plus modifiés par celui-ci. Néanmoins, si l'auteur du projet entend en faire état dans le préambule dans le but de préciser le contexte juridique dans lequel s'inscrit l'arrêté en projet, possibilité lui est offerte de le faire dans un « considérant » (1).

2. En l'état actuel du dossier joint à la demande d'avis (2), celui-ci ne contient aucune pièce permettant d'attester que ce dernier a bien été soumis à un examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence, conformément à l'article 19/1, de la loi du 5 mai 1997 « relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable » inséré par la loi du 30 juillet 2010.

Cette formalité préalable sera, en outre, visée au préambule du projet.

Dispositif

Articles 1^{er} et 3

1. Par souci de sécurité juridique, sauf en cas de coordination ou de codification, il est déconseillé de changer la numérotation des articles, des divisions du dispositif, ou, comme en l'espèce, des termes d'une énumération (3). En effet, pareil procédé peut être source d'insécurité en ce qui concerne les éventuelles références aux subdivisions ainsi renumérotées de l'article concerné, qui seraient faites dans d'autres dispositions ou dans d'autres textes (4).

D'une part, dans l'article 1^{er} du projet examiné, le 3^o et le 5^o ont été intervertis, et d'autre part, la numérotation des termes énumérés au sein de l'article 3, est entièrement modifiée, sans que cela n'obéisse à une logique particulière.

Il convient donc de conserver la numérotation actuelle.

2. A l'article 3 du projet, dans la version française de l'article 12, § 1^{er}, 7^o, en projet, il y a lieu de fixer le montant de la rétribution perçue pour la demande d'une extension de la patente du Rhin, à l'instar de la version néerlandaise.

Le greffier,
Colette Gigot

Le président,
Pierre Liénardy.

Raad van State
afdeling Wetgeving
advies 52.048/4 van 15 oktober 2012

over een ontwerp van koninklijk besluit « tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 maart 2007 houdende de organisatie van de examens en de vaststelling van de retributies voor de bekwaamheidsbewijzen in Rijn- en binnenvaart »

Op 17 september 2012 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van het koninklijk besluit « tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 maart 2007 houdende de organisatie van de examens en de vaststelling van de retributies voor de bekwaamheidsbewijzen in Rijn- en binnenvaart ».

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 15 oktober 2012. De kamer was samengesteld uit Pierre Liénardy, kamervoorzitter, Jacques Jaumotte et Martine Baguet, staatsraden, Yves De Cordt et Christian Behrendt, assessoren, en Colette Gigot, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves Chaufourreaux, auditeur.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 15 oktober 2012.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Aanhef

1. Het koninklijk besluit van 31 juli 2009 « betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen over de binnenwateren » en het koninklijk besluit van 30 november 2011 « houdende goedkeuring van het besluit 2010-I-8 van 2 juni 2010 van de Centrale Commissie voor de Rijnvaart dat het Reglement betreffende het Scheepvaartpersoneel op de Rijn aanneemt en houdende goedkeuring van de Besluiten 2010-II-3 en 2010-II-5 van 9 en 10 december 2010 van de Centrale Commissie voor de Rijnvaart tot wijziging van dit Reglement » vormen niet de rechtsgrond van het ontworpen besluit. Die koninklijke besluiten worden bij het ontwerp evenmin gewijzigd. Als het evenwel de bedoeling van de steller van het ontwerp is daarvan in de aanhef gewag te maken teneinde aan te geven binnen welk juridisch kader het ontworpen besluit tot stand komt, kan hij zulks doen in de vorm van een overweging. (1)

2. Bij de huidige stand van het bij de adviesaanvraag gevoegde dossier (2) bevat dat dossier geen enkel stuk waaruit blijkt dat vooraf is onderzocht of het noodzakelijk was een effectbeoordeling uit te voeren, overeenkomstig artikel 19/1 van de wet van 5 mei 1997 « betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling », ingevoegd bij de wet van 30 juli 2010.

Naar dat voorafgaand vormvereiste behoort bovendien te worden verwezen in de aanhef van het ontwerp.

Dispositief

Artikelen 1 en 3

1. Behalve bij het opmaken van een coördinatie of een codificatie verdient het uit zorg voor de rechtszekerheid geen aanbeveling om artikelen, andere indelingen van het dispositief of, zoals in casu, onderdelen van een opsomming te vernummeren. (3) Door een dergelijke handelswijze kan immers onzekerheid worden geschapen op het vlak van de eventuele verwijzingen naar de aldus vernummerde onderdelen van het betrokken artikel in andere bepalingen of teksten (4).

Eenzijds zijn in artikel 1 van het voorliggende ontwerp de bepalingen onder 3^o en 5^o van plaats verwisseld en anderzijds is de volgorde van de termen die in artikel 3 opgesomd worden volledig veranderd, zonder dat zulks aan een specifieke logica beantwoordt.

De huidige nummering moet dan ook worden behouden.

2. In artikel 3 van het ontwerp moet in de Franse tekst van het ontworpen artikel 12, § 1, 7^o, het bedrag van de retributie die geheven wordt voor de aanvraag van de uitbreiding van het Rijnpatent bepaald worden zoals in de Nederlandse tekst.

De griffier,
Colette Gigot.

De voorzitter,
Pierre Liénardy.

Notes

(1) Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.raadvst-consetat.be, onglet « technique législative », recommandation n° 40. Dans le même sens, voir les avis 51.202/4 donné le 25 avril 2012 sur un projet devenu l'arrêté royal du 5 juillet 2012 « modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé en vue de transposer la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles », 50.362/4 donné le 19 octobre 2011 sur un projet devenu l'arrêté royal du 30 novembre 2011 « portant approbation de la Résolution 2010-I-8 du 2 juin 2010 de la Commission centrale pour la Navigation du Rhin adoptant le Règlement relatif au Personnel de la Navigation sur le Rhin et des Résolutions 2010-II-3 et 2010-II-5 des 9 et 10 décembre 2010 de la Commission centrale pour la Navigation du Rhin modifiant ledit Règlement » et 46.658/4 donné le 8 juin 2009 sur un projet devenu l'arrêté royal du 31 juillet 2009 « relatif au transport des marchandises dangereuses par voie navigable ».

(2) L'arrêté royal du 20 septembre 2012 « portant exécution de l'article 19/1, § 1^{er}, deuxième alinéa, du chapitre V/1 de la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable » entrera en vigueur le 19 octobre 2012.

(3) Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 125.

(4) Voir l'avis 25.301/1 donné le 7 novembre 1996 sur un avant-projet devenu la loi du 17 juillet 1997 « modifiant la loi du 20 juillet 1990 visant à promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes possédant une compétence d'avis » (*Doc. parl.*, Chambre, 1996-1997, 860/1, p. 7, sous l'article 2); l'avis 51.202/4 donné le 25 avril 2012 sur un projet devenu l'arrêté royal du 5 juillet 2012 « modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé en vue de transposer la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ».

21 DECEMBRE 2012. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 27 mars 2007 portant organisation des examens et fixation des rétributions pour les attestations de qualification en navigation rhénane et intérieure

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 mars 1971 concernant les droits de navigation à percevoir sur les voies navigables administrées par l'Etat, l'article 11;

Vu la loi du 5 juin 1972 sur la sécurité des bâtiments de navigation, l'article 17^{ter} inséré par la loi du 22 janvier 2007;

Vu la loi du 21 mai 1991 relative à l'instauration d'un brevet de conduite pour la navigation sur les voies navigables du Royaume;

Vu l'arrêté royal du 27 mars 2007 portant organisation des examens et fixation des rétributions pour les attestations de qualification en navigation rhénane et intérieure;

Considérant l'arrêté royal du 31 juillet 2009 relatif au transport des marchandises dangereuses par voie de navigation intérieure, modifié par l'arrêté royal du 4 juillet 2011 portant adaptation au progrès scientifique et technique de la réglementation relative au transport des marchandises dangereuses par voie de navigation intérieure;

Considérant l'arrêté royal du 30 novembre 2011 portant approbation de la Résolution 2010-I-8 du 2 juin 2010 de la Commission centrale pour la Navigation du Rhin adoptant le Règlement relatif au Personnel de la Navigation sur le Rhin et des Résolutions 2010-II-3 et 2010-II-5 des 9 et 10 décembre 2010 de la Commission centrale pour la Navigation du Rhin modifiant ledit Règlement;

Vu l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence, concluant qu'une évaluation d'incidence n'est pas requise;

Nota's

(1) Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, www.raadvst-consetat.be, tab « Wetgevingstechniek », aanbeveling 40. Zie in dezelfde zin advies 51.202/4, dat op 25 april 2012 is uitgebracht over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 5 juli 2012 « tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen teneinde de Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van de beroepskwalificaties om te zetten », advies 50.362/4, dat op 19 oktober 2011 is uitgebracht over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 30 november 2011 « houdende goedkeuring van het besluit 2010-I-8 van 2 juni 2010 van de Centrale Commissie voor de Rijnvaart dat het Reglement betreffende het Scheepvaartpersoneel op de Rijn aanneemt en houdende goedkeuring van de Besluiten 2010-II-3 en 2010-II-5 van 9 en 10 december 2010 van de Centrale Commissie voor de Rijnvaart tot wijziging van dit Reglement », en advies 46.658/4, dat op 8 juni 2009 is uitgebracht over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 31 juli 2009 « betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen over de binnenwateren ».

(2) Het koninklijk besluit van 20 september 2012 « houdende uitvoering van artikel 19/1, § 1, tweede lid, van hoofdstuk V/1 van de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling » treedt in werking op 19 oktober 2012.

(3) Zie Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, www.raadvst-consetat.be, tab « Wetgevingstechniek », aanbeveling 125.

(4) Zie advies 25.301/1, uitgebracht op 7 november 1996 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 17 juli 1997 « tot wijziging van de wet van 20 juli 1990 ter bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen in organen met adviserende bevoegdheid » (*Parl.St.* Kamer 1996-97, nr. 860/1, 7, opmerking over artikel 2); advies 51.202/4, dat op 25 april 2012 is uitgebracht over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 5 juli 2012 « tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen teneinde de Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van de beroepskwalificaties om te zetten ».

21 DECEMBER 2012. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 maart 2007 houdende de organisatie van de examens en de vaststelling van de retributies voor de bekwaamheidsbewijzen in Rijn- en binnenvaart

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 maart 1971 betreffende de scheepvaartrechten te heffen op de waterwegen onder beheer van de Staat, artikel 11;

Gelet op de wet van 5 juni 1972 op de veiligheid van de vaartuigen, artikel 17^{ter} ingevoegd bij de wet van 22 januari 2007;

Gelet op de wet van 21 mei 1991 betreffende het invoeren van een stuurbrevet voor het bevaren van de scheepvaartwegen van het Rijk;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 maart 2007 houdende de organisatie van de examens en de vaststelling van de retributies voor de bekwaamheidsbewijzen in Rijn- en binnenvaart;

Overwegende het koninklijk besluit van 31 juli 2009 betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen over de binnenwateren, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 juli 2011 tot aanpassing van de regelgeving betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen over de binnenwateren aan de wetenschappelijke en technische vooruitgang;

Overwegende het koninklijk besluit van 30 november 2011 houdende goedkeuring van het besluit 2010-I-8 van 2 juni 2010 van de Centrale Commissie voor de Rijnvaart dat het Reglement betreffende het Scheepvaartpersoneel op de Rijn aanneemt en houdende goedkeuring van de Besluiten 2010-II-3 en 2010-II-5 van 9 en 10 december 2010 van de Centrale Commissie voor de Rijnvaart tot wijziging van dit Reglement;

Gelet op het voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren, waarin besloten wordt dat een effectbeoordeling niet vereist is;

Vu l'association des gouvernements de région;
Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 juillet 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 août 2012;

Vu l'avis n° 52.048/4 du Conseil d'Etat, donné le 15 octobre 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Intérieur et du Secrétaire d'Etat à la Mobilité,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 27 mars 2007 portant organisation des examens et fixation des rétributions pour les attestations de qualification en navigation rhénane et intérieure est remplacé par ce qui suit :

« Article 1^{er}. Il est institué une Commission centrale d'examen, dénommée ci-après « la Commission », chargée de procéder à l'organisation des examens en vue de l'obtention des attestations de qualification en navigation rhénane et intérieure suivantes :

1° la patente du Rhin;

2° le certificat de conduite A et B;

3° l'attestation ADN base, chimie ou gaz;

4° la patente radar;

5° l'attestation complémentaire obligatoire pour la conduite d'un bateau de navigation intérieure destiné au transport de plus de douze personnes;

6° l'attestation de connaissance de secteurs du Rhin;

7° l'extension de la patente du Rhin. »

Art. 2. Dans l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par un paragraphe 1^{er} rédigé comme suit :

« § 1^{er}. Les membres de la Commission qui ne sont pas fonctionnaires ont droit à un jeton de présence de 60 euros par journée de réunion d'une durée minimale de trois heures. Pour les réunions de moins de trois heures, le montant du jeton de présence est réduit de moitié. Les jetons de présence couvrent les travaux ayant trait à l'examen.

Le montant du jeton de présence est rattaché à l'indice des prix à la consommation : 120,89 (indice de mai 2012 base 2004 = 100).

A partir du 1^{er} janvier 2014, il est adapté automatiquement chaque année en fonction de l'indice du mois de mai de l'année précédente. Le résultat obtenu est arrondi à l'euro supérieur. »

2° Le texte actuel de l'alinéa 2 devient le paragraphe 2.

Art. 3. L'article 12 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 12. § 1^{er}. Les opérations décrites ci-après donnent lieu au paiement des rétributions prévues en regard de chacune d'entre elles :

1° demande de la patente du Rhin : 125 euros

2° demande du certificat de conduite A ou B : 125 euros

3° demande d'une attestation ADN base, chimie ou gaz : 125 euros

4° demande de la patente radar : 125 euros

5° demande de l'attestation complémentaire obligatoire pour la conduite d'un bateau de navigation intérieure destiné au transport de plus de douze personnes : 75 euros

6° demande d'une attestation de connaissance de secteurs du Rhin : 75 euros

7° demande d'une extension de la patente du Rhin : 75 euros

8° demande de l'attestation d'expert en navigation à passagers pour le Rhin : 20 euros

9° demande de l'attestation de secouriste en navigation à passagers pour le Rhin : 20 euros

Gelet op de betrokkenheid van de gewestregeringen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 juli 2012;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 17 augustus 2012;

Gelet op advies nr. 52.048/4 van de Raad van State, gegeven op 15 oktober 2012, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken en de Staatssecretaris voor Mobiliteit,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 27 maart 2007 houdende de organisatie van de examens en de vaststelling van de retributies voor de bekwaamheidsbewijzen in Rijn- en binnenvaart wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1. Er wordt een centrale Examencommissie opgericht, hierna te noemen « de Commissie », die belast is met de organisatie van de examens met het oog op het bekomen van de volgende bekwaamheidsbewijzen in Rijn- en binnenvaart :

1° het Rijnpatent;

2° het vaarbewijs A en B;

3° het ADN-attest basis, chemie of gas;

4° het radarpatent;

5° het bijkomend getuigschrift vereist voor het besturen van een binnenvaartuig bestemd voor het vervoer van meer dan twaalf personen;

6° het bewijs van riviergedeelten van de Rijn;

7° de uitbreiding van het Rijnpatent. »

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door een paragraaf 1 als volgt :

« § 1. De leden van de Commissie die geen ambtenaren zijn, hebben per vergadering, met een minimum duur van drie uur, recht op een presentiegeld van 60 euro. Voor vergaderingen van minder dan drie uur wordt het bedrag van het presentiegeld met de helft verminderd. Het presentiegeld vergoedt het werk dat bij het examen behoort.

Het bedrag van het presentiegeld wordt gekoppeld aan de index van de consumptieprijzen : 120,89 (index van mei 2012 basis 2004 = 100).

Vanaf 1 januari 2014, wordt het automatisch ieder jaar aangepast in functie van het indexcijfer van de maand mei van het voorafgaande jaar. Het verkregen resultaat wordt tot de hogere euro afgerond. »

2° de bestaande tekst van het tweede lid wordt paragraaf 2.

Art. 3. Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 12. § 1. Voor de hierna omschreven verrichtingen dient de ernaast vermelde retributie te worden betaald :

1° aanvraag Rijnpatent : 125 euro

2° aanvraag vaarbewijs A of B : 125 euro

3° aanvraag ADN-attest basis, chemie of gas : 125 euro

4° aanvraag radarpatent : 125 euro

5° aanvraag bijkomend getuigschrift vereist voor het besturen van een binnenvaartuig bestemd voor het vervoer van meer dan twaalf personen : 75 euro

6° aanvraag bewijs van riviergedeelten van de Rijn : 75 euro

7° aanvraag uitbreiding Rijnpatent : 75 euro

8° aanvraag verklaring deskundige voor de passagiersvaart op de Rijn : 20 euro

9° aanvraag verklaring eerste hulpverlener in de passagiersvaart op de Rijn : 20 euro

10° demande de l'attestation de porteur d'appareil respiratoire en navigation à passagers pour le Rhin : 20 euros

11° demande d'une mention sur la patente du Rhin ou le certificat de conduite : 20 euros

12° demande de prolongation des attestations visées sous 1° à 3° et sous 8° à 10° : 20 euros

13° demande de duplicata des attestations visées sous 1° à 6° et sous 8° à 10° : 20 euros

14° délivrance d'un livret de service : 12 euros

15° apposition des visas de contrôle sur les livrets de service : 12 euros

16° délivrance d'un livre de bord et de l'attestation certifiant cette délivrance : 8 euros

§ 2. Les montants des rétributions visées au § 1^{er} sont rattachés à l'indice des prix à la consommation : 120,89 (indice de mai 2012 base 2004 = 100).

A partir du 1^{er} janvier 2014, ils sont adaptés automatiquement chaque année en fonction de l'indice du mois de mai de l'année précédente. Le résultat obtenu est arrondi à l'euro supérieur. »

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 2013.

Art. 5. Le ministre qui a le Transport dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 décembre 2012.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre et Ministre de l'Intérieur,
Mme J. MILQUET

Le Secrétaire d'Etat à la Mobilité,
M. WATHELET

10° aanvraag verklaring persluchtmaskerdragers in de passagiersvaart op de Rijn : 20 euro

11° aanvraag van een bijkomende aantekening op het Rijnpatent of het vaarbewijs : 20 euro

12° aanvraag van verlenging van verklaringen bedoeld van 1° tot 3° en van 8° tot 10° : 20 euro

13° aanvraag van een duplicaat van verklaringen bedoeld van 1° tot 6° en van 8° tot 10° : 20 euro

14° afleveren van een dienstboekje : 12 euro

15° afstempeling ter controle van de dienstboekjes : 12 euro

16° afleveren van een vaartijdenboek en van de verklaring die deze afgifte bevestigt : 8 euro

§ 2. De bedragen van de in § 1 vermelde retributies worden gekoppeld aan de index van de consumptieprijzen : 120,89 (index van mei 2012 basis 2004 = 100).

Vanaf 1 januari 2014 worden ze automatisch ieder jaar aangepast in functie van het indexcijfer van de maand mei van het voorafgaande jaar. Het verkregen resultaat wordt tot de hogere euro afgerond. »

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 2013.

Art. 5. De minister bevoegd voor het Vervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 december 2012.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken,
Mevr. J. MILQUET

De Staatssecretaris voor Mobiliteit,
M. WATHELET

**SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT**

[C - 2013/15032]

28 JANVIER 2013. — Arrêté royal fixant les cadres linguistiques de l'Administration centrale du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, notamment l'article 43^{ter}, § 4 et § 8 inséré par la loi du 12 juin 2002, et modifié par les lois des 27 décembre 2004, 20 juillet 2005 et 04 avril 2006;

Vu l'arrêté royal du 8 mars 2002 portant création du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, modifié par les arrêtés royaux des 14 octobre 2002 et 7 février 2003;

Vu l'arrêté royal du 19 septembre 2005 déterminant, en vue de l'application de l'article 43^{ter} des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, les emplois des agents des services centraux des services publics fédéraux, qui constituent un même degré de la hiérarchie;

Vu l'arrêté royal du 14 juillet 2006 fixant les cadres linguistiques du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement;

Vu le plan du personnel 2012 de l'Administration centrale approuvé le 28 août 2012 par les autorités compétentes;

Vu l'avis n° 44.119/I/PF de la Commission permanente de contrôle linguistique donné en sa séance du 18 janvier 2013;

Considérant qu'il a été satisfait aux prescriptions de l'article 54, alinéa 2, des lois précitées sur l'emploi des langues en matière administrative;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

[C - 2013/15032]

28 JANUARI 2013. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de taalkaders van het hoofdbestuur van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, inzonderheid op artikel 43^{ter}, § 4 en § 8 ingevoegd bij de wet van 12 juni 2002, en laatst gewijzigd bij de wetten van 27 december 2004, 20 juli 2005 en 4 april 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 maart 2002 houdende oprichting van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 oktober 2002 en 7 februari 2003;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 september 2005 tot vaststelling, met het oog op de toepassing van artikel 43^{ter} van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, van de betrekkingen van de ambtenaren van de centrale diensten van de federale overheidsdiensten die eenzelfde trap van de hiërarchie vormen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 juli 2006 tot vaststelling van de taalkaders van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking;

Gelet op het personeelsplan 2012 van het hoofdbestuur dat op 28 augustus 2012 door de bevoegde autoriteiten werd goedgekeurd;

Gelet op het advies n° 44.119/I/PF van de Vaste Commissie voor taaltoezicht gegeven tijdens de zitting van 18 januari 2013;

Overwegende dat is voldaan aan de voorschriften van artikel 54, tweede lid, van voorvermelde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken;